

LA BOÎTE À OUTILS

DE LA

FINANCE D'ENTREPRISE

Caroline Selmer

64

outils

clés en main

DUNOD

Maquette : mokmok.agency
Mise en page : Belle Page

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2023

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN : 978-2-10-085209-3

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avant-propos

Les enjeux de la finance d'entreprise

La finance d'entreprise couvre des activités de nature financière qui permettent de gérer le développement, la performance, les risques, la trésorerie, les financements, la valeur... d'une entreprise. Ces activités doivent permettre la mise à disposition de ressources et techniques financières nécessaires à son développement et à sa protection.

Le fonctionnement d'une entreprise obéit à une logique financière. L'organisation doit réaliser un chiffre d'affaires afin d'obtenir un bénéfice, ce qui lui impose d'investir et de trouver des financements. Ces actions se mesurent dans les documents comptables et au travers d'indicateurs financiers et non financiers. Ces actions sont alors liées entre elles et soumises à des contraintes de rentabilité, de limitation des capitaux, etc.

Une entreprise compétitive est ainsi une entreprise dont le chiffre d'affaires se développe, qui fait du profit, qui investit et qui a de la trésorerie disponible. Elle poursuit à la fois un enjeu de rentabilité et un enjeu de durabilité, imposant d'équilibrer les décisions à court et à moyen termes. Elle intègre de plus en plus les parties prenantes et les enjeux de la RSE.

Les crises successives qui se sont enchaînées ont par ailleurs conduit à développer des outils permettant d'améliorer la gestion de trésorerie, de multiplier les sources de financement, de diversifier les business models, d'intégrer les composantes RSE... Les données financières et extra-financières sont donc au cœur des analyses financières, aident à la décision et à se projeter dans le futur pour envisager une stratégie.

Les solutions apportées

La *Boîte à outils de la finance d'entreprise* propose 64 outils directement opérationnels.

Cet ouvrage se concentre sur 4 axes majeurs.

- L'analyse et la politique financière
- La création de valeur
- L'optimisation du cash
- La gestion des risques financiers

Compte tenu de l'environnement des entreprises post-Covid, l'autrice a mis l'accent sur les thèmes étant perçus comme les plus cruciaux.

- Les sources de l'information financière
- Le diagnostic financier
- La performance financière durable
- La stratégie de développement
- L'évaluation d'entreprise
- Le financement des investissements
- La gestion de trésorerie
- Le financement de l'exploitation courante
- La prévention des risques financiers
- La sécurisation des risques financiers

Analyse et politique financière

- Sources de l'information financière
- Diagnostic financier
- Performance financière

Création de valeur

- Stratégie de développement
- Évaluation d'entreprise
- Financement des investissements

Optimisation du cash

- Gestion de trésorerie
- Financement de l'exploitation courante

Gestion des risques

- Prévention des risques financiers
- Sécurisation des risques financiers

Sommaire

Avant-propos	4
DOSSIER 1 SOURCES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	8
• <i>Outil 1</i> Le bilan	10
• <i>Outil 2</i> Le compte de résultat	14
• <i>Outil 3</i> Le tableau des flux de trésorerie nette	18
• <i>Outil 4</i> Le dictionnaire des données	22
DOSSIER 2 DIAGNOSTIC FINANCIER	26
• <i>Outil 5</i> Le chiffre d'affaires	28
• <i>Outil 6</i> Le seuil de rentabilité	30
• <i>Outil 7</i> Le SIG et l'effet ciseau	32
• <i>Outil 8</i> L'EBITDA	36
• <i>Outil 9</i> La rentabilité économique	38
• <i>Outil 10</i> La rentabilité financière et l'effet levier	40
• <i>Outil 11</i> L'équilibre financier et le besoin en fonds de roulement	44
• <i>Outil 12</i> Les ratios d'endettement	48
DOSSIER 3 PERFORMANCE FINANCIÈRE	50
• <i>Outil 13</i> Le ROCE et la création de valeur	52
• <i>Outil 14</i> Le <i>balanced scorecard</i>	56
• <i>Outil 15</i> Les <i>key performance indicators</i>	60
• <i>Outil 16</i> Le reporting financier	62
• <i>Outil 17</i> Les ratios financiers verts	64
DOSSIER 4 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT	66
• <i>Outil 18</i> Le business model canvas	68
• <i>Outil 19</i> Le business plan	70
• <i>Outil 20</i> Le taux d'actualisation	74
• <i>Outil 21</i> Le délai de récupération	76
• <i>Outil 22</i> La valeur actuelle nette	78
• <i>Outil 23</i> Le taux interne de rentabilité	80
• <i>Outil 24</i> La matrice de décision multicritère	82
• <i>Outil 25</i> L'analyse de sensibilité	84
• <i>Outil 26</i> La méthode des scénarios	86
DOSSIER 5 ÉVALUATION D'ENTREPRISE	88
• <i>Outil 27</i> L'actif net comptable	90
• <i>Outil 28</i> Le <i>discounted cash flow</i>	92
• <i>Outil 29</i> La méthode du <i>goodwill</i>	94
• <i>Outil 30</i> La méthode des multiples	96
• <i>Outil 31</i> Le <i>price earning ratio</i>	98

DOSSIER 6	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	100
	• <i>Outil 32</i> L'augmentation de capital	102
	• <i>Outil 33</i> L'introduction en Bourse	106
	• <i>Outil 34</i> Le <i>leverage buy out</i>	110
	• <i>Outil 35</i> Le crédit-bail immobilier	114
	• <i>Outil 36</i> Le crowdfunding	116
	• <i>Outil 37</i> Le crédit syndiqué	118
	• <i>Outil 38</i> Le crédit à impact	120
	• <i>Outil 39</i> L'Euro PP	122
	• <i>Outil 40</i> Le prêt inter-entreprises	124
DOSSIER 7	GESTION DE TRÉSORERIE	126
	• <i>Outil 41</i> La capacité d'autofinancement	128
	• <i>Outil 42</i> Le <i>free cash flow</i>	130
	• <i>Outil 43</i> Le plan de financement de démarrage	132
	• <i>Outil 44</i> La prévision de trésorerie	134
	• <i>Outil 45</i> Les ratios de liquidité	138
	• <i>Outil 46</i> La solvabilité des clients	140
	• <i>Outil 47</i> La culture cash	144
DOSSIER 8	FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION	146
	• <i>Outil 48</i> L'affacturage	148
	• <i>Outil 49</i> La cession Dailly	150
	• <i>Outil 50</i> Les crédits de trésorerie	154
DOSSIER 9	PRÉVENTION DES RISQUES FINANCIERS	156
	• <i>Outil 51</i> La cartographie des méta-risques	158
	• <i>Outil 52</i> La quantification du SMP	160
	• <i>Outil 53</i> La mission d'audit interne	162
	• <i>Outil 54</i> La maturité du contrôle interne	166
	• <i>Outil 55</i> Le dispositif de lutte anti-fraude	168
	• <i>Outil 56</i> Le dispositif anticorruption et lutte d'influence	172
DOSSIER 10	SÉCURISATION DES RISQUES FINANCIERS	174
	• <i>Outil 57</i> Le <i>swap</i> de taux d'intérêt	176
	• <i>Outil 58</i> Le <i>future rate agreement</i>	178
	• <i>Outil 59</i> L'option de taux d'intérêt	180
	• <i>Outil 60</i> L'avance en devises	182
	• <i>Outil 61</i> La couverture à terme	184
	• <i>Outil 62</i> Le contrat <i>future</i>	186
	• <i>Outil 63</i> Le crédit documentaire	188
	• <i>Outil 64</i> La lettre <i>stand by</i>	190
	Bibliographie	192

1

DOSSIER

SOURCES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

“

Les données battent les émotions.

Sean Rad (entrepreneur américain)

Étapes du diagnostic financier	Outils du diagnostic financier
Activité	Chiffre d'affaires Seuil de rentabilité
Profitabilité	SIG et effet ciseau EBITDA
Rentabilité	Rentabilité économique Rentabilité financière et effet levier
Structure financière	Équilibre financier et besoin en fonds de roulement Ratios d'endettement

La comptabilité générale enregistre de façon exhaustive et fidèle les différents « événements économiques » qui marquent les relations d'une entreprise avec son environnement. Son but est de classer les informations, déterminer le résultat global de l'entreprise et chiffrer, à chaque fin ou début d'exercice, la situation patrimoniale (actifs possédés ou dettes contractées) de l'entreprise.

Les états financiers de l'entreprise

L'entreprise publiera à chaque exercice 2 états financiers de synthèse, selon les normes françaises du plan comptable général (PCG) : le bilan et le compte de résultat.

Les comptes consolidés des entités au sein d'un groupe coté sont réglementés par les normes internationales : *International Financial And Reporting Standards* (IFRS). Ces normes entraînent des modifications de fond comme de forme sur les états financiers. Ils seront alors obligatoirement complétés par un autre état : le tableau des flux de trésorerie nette.

Ces informations financières sont essentiellement destinées à l'extérieur de l'entreprise.

Elles ont un rôle informationnel et contractuel :

- vis-à-vis des investisseurs potentiels, analystes financiers, acteurs du marché et futurs actionnaires, agences de rating, banquiers ;
- dans les relations entre la société et ses partenaires (créanciers, fournisseurs, personnel, direction de l'entreprise), intérêt des créanciers, dividendes des actionnaires, institutions étatiques et fiscales.

Les indicateurs de l'activité

Les états financiers permettent de communiquer des informations sur la situation financière, la profitabilité, la trésorerie... Dans bien des cas, ces données ne sont pas suffisantes pour nourrir les décisions stratégiques et opérationnelles de l'entreprise. Par ailleurs, ces mesures financières sont rythmées par les arrêtés comptables, dont la fréquence mensuelle ne permet pas aux opérationnels de piloter finement leurs activités. Elles devront également être complétées par des mesures non financières.

Comme beaucoup de données peuvent circuler dans les entreprises, il est dès lors important de créer un langage commun avec le dictionnaire des données.

Les outils

1	Le bilan	10
2	Le compte de résultat	14
3	Le tableau des flux de trésorerie nette	18
4	Le dictionnaire des données	22



Outil

1

Le bilan

“

Le bilan présente une photo à l'instant t des financements et des moyens utilisés par l'entreprise.

En quelques mots

Un bilan comprend normalement 3 parties : les actifs, les dettes et les capitaux propres. La différence entre les actifs et les dettes s'appelle l'actif net, valeur significative pour la valorisation d'une entreprise. Un bilan présente une vue instantanée des conditions financières d'une entreprise à un moment donné. Il permet d'analyser sa structure financière et sa solvabilité.

En normes US GAPP (*United States Generally Accepted Accounting Principles*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*), la présentation est inversée et plus condensée, comparée à celle des normes françaises.

COMPTES DE BILAN

Actif	Passif
Les comptes d'immobilisations : classe (2) 20 Incorporelles 21 Corporelles 26 et 27 Financières 28 Amortissements des immobilisations 29 Provisions pour dépréciation des immobilisations	Les comptes de capitaux : classe (1) 10 Capital et réserves 11 Report à nouveau 12 Résultat de l'exercice 14 Provisions réglementées 15 Provisions pour risques et charges 16 Emprunts
Les comptes de stocks : classe (3) 31 Matières 33 et 34 En-cours de production 35 Produits finis 37 Marchandises 39 Provisions pour dépréciation des stocks	
Les comptes de tiers : classe (4)	
Les créances 409 Avances versées aux fournisseurs 41 Clients 42 Personnel 43 Organismes sociaux 44 État 46 Débiteurs divers 49 Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	Les dettes d'exploitation 40 Fournisseurs 419 Avances reçues des clients 42 Personnel 43 Organismes sociaux 44 État 46 Crédeurs divers
Les comptes financiers : classe (5) 50 Valeurs mobilières de placement 51 Banque 53 Caisse 59 Provisions pour dépréciation des comptes financiers	
47 Comptes d'attente 48 Comptes de régularisation	47 Comptes d'attente 48 Comptes de régularisation



POURQUOI L'UTILISER ?

Objectif

Le bilan est une représentation équilibrée des ressources financières (passifs) et des emplois (actifs) dont dispose une entité comptable. Il donne une idée de la puissance financière, du crédit et des moyens d'action d'une entreprise. La situation nette (actif immobilisé + actif circulant – dettes à long terme – dettes à court terme) explique quelle est la valeur qui revient aux propriétaires de l'entreprise.

Contexte

Il répond à l'obligation légale de publication annuelle des comptes. La forme IFRS s'impose depuis 2005 aux comptes consolidés des groupes cotés et depuis 2007 aux organismes sollicitant l'épargne publique (SNCF, RATP), dits APE.



COMMENT L'UTILISER ?

Étapes

Le bilan est le résultat de 2 activités différentes :

- **la comptabilité de nature technique** qui enregistre, classe et additionne. Le classement des emplois (éléments de l'actif) et des ressources (éléments du passif) se fait selon leur destination ou leur provenance, c'est-à-dire de leur fonction dans le processus d'activité économique :
 - à l'actif, les rubriques sont présentées selon une logique de liquidité croissante ;
 - au passif, elles s'enchaînent selon une logique d'exigibilité croissante ;
- **l'inventaire de nature économique** qui prévoit, apprécie et évalue. Les opérations d'inventaire consistent à faire un recensement exhaustif des éléments de l'actif et du passif :
 - recenser les quantités (observation, analyse des comptes...);
 - estimer les éléments d'actif et de passif selon la valeur d'inventaire, c'est-à-dire à la valeur actuelle, qui est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour l'entreprise.

Méthodologie et conseils

Le total des 2 colonnes est toujours égal, car l'entreprise doit indiquer exactement d'où viennent les capitaux utilisés pour acquérir ses actifs.

Les modalités de présentation sont les suivantes :

- amortissements pour dépréciation à l'actif en déduction de la valeur des postes qu'ils concernent ;
- amortissements dérogatoires compris dans les provisions réglementées ;
- immobilisations corporelles totalement amorties toujours inscrites au bilan tant qu'elles subsistent dans l'entreprise.

Le bilan est présenté avant affectation du résultat, celui-ci étant compris dans les capitaux propres. Le bilan d'ouverture d'un exercice doit correspondre au bilan de clôture de l'exercice précédent.

Suite outil 1 →

Avant de se lancer...

- ✓ **Le bilan est une représentation des ressources et des emplois dont dispose une entité comptable. Cette représentation se fait sous la forme d'une égalité qui traduit l'équilibre des emplois et des ressources, et décrit le patrimoine de l'entreprise avec ses biens et ses dettes.**
- ✓ **Lors de l'analyse du bilan, se souvenir qu'il présente l'état des actifs et des passifs au dernier jour de l'exercice. Certains chiffres peuvent ne pas traduire les utilisations d'emplois ou de ressources courant sur l'année.**

**COMMENT ÊTRE PLUS EFFICACE ?****Présentation du bilan IFRS**

Dans les comptes consolidés IFRS, en vigueur depuis 2005 pour les groupes cotés, la structure du bilan est organisée selon la nature des actifs et des passifs.

Pour les actifs, les normes définissent 2 natures d'actifs :

- **les actifs courants** :
 - actifs que l'entreprise s'attend à pouvoir réaliser ou vendre ou consommer dans le cadre du cycle d'exploitation normal (exemples : stocks, clients) ;
 - actifs détenus à des fins de transaction (exemple : titres) ;
 - actifs constitutifs de trésorerie ;
- **les actifs non courants** : ceux qui ne répondent pas aux critères ci-dessus notamment échéance de plus de 12 mois (exemples : immobilisations, titres de participation).

Pour les passifs, on retrouve aussi 2 natures de passifs :

- **les passifs courants** : passifs faisant partie du BFR utilisés dans le cadre du cycle d'exploitation ou réglés dans les 12 mois après la clôture (exemples : dettes financières pour la part à moins d'un an, provisions pour risques et charges, fournisseurs, dettes à moins d'un an) ;
- **les passifs non courants** : ceux à échéance supérieure à 12 mois (exemples : emprunt, provisions pour engagement de retraite...).

Valorisation des actifs en IFRS

Pour l'évaluation ultérieure de l'actif, 2 possibilités sont offertes :

- traitement de référence : l'actif est évalué au coût historique initial moins l'amortissement et les dépréciations cumulés ;

- traitement alternatif IFRS : l'actif est évalué à sa juste valeur. Ce traitement permet une réévaluation de l'actif. Cette réévaluation doit s'appliquer à une catégorie d'actifs (exemples : terrains, immeubles, machines...) alors que le PCG n'autorise la réévaluation que si elle est pratiquée à toutes les immobilisations corporelles et financières de l'entreprise.

Une entreprise doit s'assurer que ses actifs ne sont pas surévalués, c'est-à-dire que leur valeur comptable est supérieure au montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente. Pour les immobilisations corporelles et incorporelles (à l'exception du *goodwill*) à durée de vie définie, le test doit être réalisé uniquement quand il existe un indice de perte de valeur. La dépréciation est réversible en cas d'accroissement de la valeur recouvrable d'un actif par rapport à la dernière évaluation. Le renversement ne doit pas conduire à une valeur comptable de l'actif supérieure à sa valeur d'origine nette des amortissements qui auraient été pratiqués en l'absence de dépréciation.

Si un élément d'actif a des composants significatifs qui ont des durées de vie différentes, chaque composant doit être comptabilisé en tant qu'élément d'actif distinct s'il est d'une valeur significative.

La norme IAS 1 définit les rubriques minimales à faire figurer au bilan. L'entreprise présentera des rubriques supplémentaires si elles sont nécessaires pour donner une image fidèle de sa situation financière. Elle n'impose pas de schémas obligatoires de présentation, mais essentiellement des principes à respecter.



Exemple

Bilan selon les normes IFRS

Au 31 décembre en K€	Notes	20XX	20XX-1	Au 31 décembre en K€	Notes	20XX	20XX-1
Actif				Passif			
Actif non courant				Capitaux propres			
Immobilisations corporelles				Capital émis			
Immeubles de placement				Prime d'émission			
Immobilisations incorporelles				Réserves			
<i>Goodwill</i>				Intérêts minoritaires			
Actifs financiers non courants				Passif non courant			
Participations comptabilisées selon méthode de mise en équivalence				Dettes financières moins part à plus d'un an			
Impôts différés actifs				Impôts différés passifs			
Actif courant				Provisions (ex. : provisions engagements sociaux)			
Actifs destinés à être cédés				Autres passifs non courants			
Stocks				Passif courant			
Matières premières				Dettes financières moins part à moins d'un an			
En-cours de production				Passifs destinés à être cédés			
Produits finis				Impôt courant			
Clients et autres débiteurs				Fournisseurs et comptes rattachés			
Clients et comptes rattachés				Provisions (ex. : provisions pour garantie)			
Autres créances et comptes de régularisation				Autres passifs courants et comptes de régularisation			
Actif d'impôt (exigible)				Total passif			
Actifs financiers non courants							
Trésorerie et équivalent de trésorerie							
Total actif							

La classification des immobilisations financières et des actifs circulants entre courants et non courants s'effectue en fonction des échéances. Les valeurs mobilières de placement et le disponible sont considérés comme des actifs courants si leur utilisation n'est pas soumise à restriction.

Les provisions pour risque et charges seront considérées comme un passif courant ou non courant en fonction de la nature du risque ou de la charge.

La partie à court terme des emprunts et découverts sera considérée comme un passif courant.

Outil

2

Le compte de résultat

“

Le compte de résultat retrace le film de l'activité du premier au dernier jour de l'exercice.

En quelques mots

Le compte de résultat indique comment une entreprise gagne ou perd de l'argent au cours d'une période appelée exercice comptable. Il indique aux investisseurs et aux créiteurs la performance passée de l'entreprise, annonce la performance future et estime le risque d'atteinte des *cash flows* futurs.

Le compte de résultat en cascade fournit plus d'informations, dans la mesure où il sépare les activités opérationnelles des activités financières et exceptionnelles. Selon les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les dépenses des activités opérationnelles sont présentées par fonction.

COMPTES DU COMPTE DE RÉSULTAT PCG

Charge	Produit
Exploitation	
60 Achats	70 Ventes (produits, services, marchandises)
603 Variation de stocks	713 Variation de stocks (production stockée)
609 Rabais, remises, ristournes obtenus	709 Rabais, remises, ristournes accordés
61 et 62 Services extérieurs	72 Production immobilisée
63 Impôts et taxes	73 Produits nets partiels sur opération à long terme
64 Personnel	74 Subventions d'exploitation
65 Autres charges de gestion courante	781 Reprises sur amortissements et provisions
681 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges d'exploitation)	791 Transferts de charges d'exploitation
Financier	
661 Charges d'intérêt	761 Produits des participations
664 Pertes sur créances (sur participations)	762 Produits des autres immobilisations financières
665 Escomptes accordés	764 Revenus des valeurs mobilières de placement (VMP)
666 Pertes de change	765 Escomptes obtenus
667 Charges nettes sur cession VMP	766 Gains de change
668 Autres charges financières	767 Produits nets sur cession VMP
686 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges financières)	768 Autres produits financiers
	786 Reprises sur amortissements et provisions
	796 Transferts de charges financières
Exceptionnel	
671 Charges exceptionnelles (opérations de gestion)	771 Produits exceptionnels (opérations de gestion)
675 Valeurs comptables des actifs cédés	775 Produits des cessions d'actif
678 Autres charges exceptionnelles	778 Autres produits exceptionnels
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles)	787 Reprises sur amortissements et provisions
691 Participation des salariés	797 Transferts de charges exceptionnelles
695 Impôt sur les bénéfices	



POURQUOI L'UTILISER ?

Objectif

Il sert à déterminer le total des produits et des charges d'une période. Il permet ainsi d'expliquer la formation du résultat et de comprendre son évolution par rapport à l'année précédente : l'entreprise s'est-elle enrichie (bénéfice) ou appauvrie (perte) ? Il établit un lien entre le bilan d'une période et celui de l'année précédente.

Contexte

Il répond à l'obligation légale de publication annuelle des comptes. La détermination des produits et des charges obéit à de nombreuses règles comptables. La forme IFRS s'impose depuis 2005 aux comptes consolidés des groupes cotés et depuis 2007 aux organismes sollicitant l'épargne publique (SNCF, RATP), dits APE.



COMMENT L'UTILISER ?

Étapes

Pour déterminer le résultat à partir des opérations enregistrées au jour le jour, il faut :

- **vérifier** que les enregistrements effectués au jour le jour correspondent à la réalité des existants physiques (inventaires des biens et des dettes) ;
- **répartir** les charges et les produits dans le temps (opérations de régularisation) ;
- **apprécier**, en fonction de l'évolution des faits économiques, les augmentations de valeur ou les dépréciations subies sur les actifs : à l'arrêt des comptes, le coût d'entrée et la valeur actuelle sont comparés et la plus faible des deux valeurs est retenue. Si la valeur actuelle est plus faible, on appliquera une dépréciation par rapport à la valeur d'entrée ;
- **porter un jugement** sur l'avenir, en constituant si nécessaire des provisions lorsque les événements en cours rendent probables certaines dépenses ou pertes. Une provision sera constatée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation

provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Méthodologie et conseils

Le compte de résultat est constitué par des :

- opérations provenant de l'activité normale de l'entreprise ;
- opérations exceptionnelles n'entrant pas directement dans le cadre de l'activité normale ;
- éléments favorables ou défavorables d'origine antérieure qui viennent modifier le résultat.

Les opérations d'inventaire permettent de déterminer les éléments actifs et passifs à la date de clôture des comptes :

- il s'agit de recenser et d'évaluer les éléments existants ;
- puis de les traduire dans les comptes selon les règles existantes : comptabiliser les stocks de clôture, pratiquer les amortissements, enregistrer les provisions...

Les opérations de régularisation conduiront à identifier des charges ou des produits constatés d'avance. Ceux-ci correspondent à des biens ou des services dont la fourniture ou la prestation interviendra au cours de l'exercice suivant.

Suite outil 2 →

Avant de se lancer...

- ✓ **Le compte de résultat présente, dans sa version en cascade, des soldes intermédiaires de gestion qui décrivent de quelle façon s'est construit le résultat.**
- ✓ **Certains chiffres dépendent de la méthode comptable retenue (FIFO, LIFO...).**
- ✓ **Certains chiffres dépendent d'appréciations et d'estimations (provisions, durée de vie...).**